

Finances a réussi un touché contre le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qui s'imaginait faire partie de la même équipe. Il y a de quoi compatir.

A mon avis, l'explication donnée pour l'ajournement du programme d'assurance frais médicaux qui a été prétexte à des tirades politiques pendant près de 50 ans au Canada est une cruelle plaisanterie envers les pauvres Canadiens. L'assurance frais médicaux est décrite comme étant inflationniste, et pourtant qu'y a-t-il d'inflationniste à accorder des services médicaux aux malades. Si l'on examine les arguments, on constatera ou bien qu'il ne convient pas de traiter une personne qui est malade, grièvement malade, parce que le traitement coûte trop cher, ou bien qu'on ne traite pas la personne malade. En jugeant répréhensible de soigner un homme malade parce qu'il est malade et parce que le soigner favoriserait l'inflation car les soins coûtent de l'argent, on établit en fait d'une façon étrange et peu chrétienne un parallèle entre le dollar et la souffrance humaine qu'on peut soulager. Il faut de l'argent pour soulager la souffrance. On semble penser que nous devons surtout protéger notre argent, autrement nous ne protégeons pas les Canadiens. A mon avis, l'idée est ridicule.

Ce n'est pas favoriser l'inflation que de veiller à ce que les Canadiens pauvres qui demendent de l'aide à la société reçoivent cette aide. La plupart d'entre nous à la Chambre des communes auraient, je crois, honte de penser que nous adhérons au genre de raisonnement adopté par le gouvernement actuel. Il y a deux victimes de cette guerre illusoire contre l'inflation: d'une part, les soins médicaux et d'autre part, la recherche scientifique qui comprend la recherche médicale. Nous avons dans ce sens des politiques de myopes et en acceptant la remise à plus tard de la mesure en question et le fond même de l'argument avancé par le ministre des Finances, (M. Sharp), appuyé par le gouvernement dont il est membre, nous nous condamnons à être, pendant bien longtemps, une nation de deuxième ordre dans les domaines intellectuels et de la recherche. Voilà ce à quoi on nous demande de nous associer.

J'ai ici une lettre du professeur adjoint de médecine à l'Université Dalhousie, le Dr John F. L. Woodbury, qui m'a autorisé à en citer des passages. Je souscris entièrement aux arguments qu'il invoque. Voici:

Comme professeur de médecine, je suis profondément conscient du besoin de former des chercheurs qui se consacreront à l'enseignement dans nos facultés de médecine. Il est très décourageant de voir ses collègues quitter le pays ou abandonner une carrière de recherche, après s'y être préparés pendant nombre d'années, à cause des conditions peu favorables à la recherche médicale au Canada.

Soit dit en passant, cet homme sait de quoi il parle. Il est professeur adjoint de médecine. Il ajoute:

De meilleures conditions de travail sont un des éléments les plus importants pour accroître le nombre et la qualité des professeurs de médecine, ce qui, d'autre part, est essentiel à la formation du plus grand nombre de bons médecins qu'exigera un programme d'assurance-santé.

Il est donc alarmant d'apprendre que le ministre des Finances a déclaré ceci à la Chambre des communes le 8 septembre: «Même si le gouvernement est très favorable à l'augmentation des subventions à la recherche dans le cadre d'un programme à long terme, il nous faudra faire preuve de plus de modération que nous l'aurions voulu dans le taux d'augmentation l'an prochain.

C'est une observation du ministre des Finances. Je constate cependant qu'aucun de ses collègues d'en face n'applaudit.

Le député de Simcoe-Est (M. Rynard) a déjà consigné au compte rendu—je ne crois pas que ce soit dans son excellent rapport au débat en cours—certaines statistiques impressionnantes attribuables au fait que nous ne nous piquons pas d'être citoyens d'un pays qui pourrait être un foyer intellectuel ou un centre de recherches dans le monde. Dieu sait que nous sommes prospères. Nous pourrions nous permettre d'affecter des fonds dans ces domaines. Comme le député de Simcoe-Est l'a déjà signalé—et ses données confirment mes chiffres de tantôt—il y a chaque année un exode d'environ 200 médecins canadiens formés et instruits à un coût d'environ \$50,000 chacun, et qui auraient probablement gagné \$500,000 durant leur carrière s'étendant en moyenne sur une période de 30 ans.

En d'autres mots, monsieur l'Orateur, que représente cet exode? En chiffres concrets, il correspond à une perte de 10 millions en formation médicale donnée au Canada. C'est la somme consacrée à la formation de ceux qui vont exercer leur profession ou effectuer des recherches à l'étranger. Il y a en outre la perte d'impôt sur le revenu. L'impôt sur le revenu permet à l'État de recouvrer en partie sa quote-part à la formation de ces médecins. Un montant appréciable d'impôt sur le revenu pourrait être prélevé sur ces \$500,000.

En troisième lieu, il y a la dévalorisation des services médicaux au Canada, de sorte qu'au lieu de progresser nous tournons en rond, comme un écureuil dans sa cage.

Quatrièmement, il y a le rabaissement de notre fierté internationale et de notre prestige national; on se rend compte à l'étranger que le Canada est incapable d'entretenir une ambiance intellectuelle. On prétendra que c'est inexplicable, mais la chose n'en demeure pas moins vraie.

Dans un éditorial reproduit dans le *Daily Gleaner* de Fredericton le samedi 15 octobre,